














CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché de vérifications périodiques réglementaires des
bâtiments de la CCI de Bayonne Pays Basque, de l'EESC
ESTIA et de la Société Portuaire Port de Bayonne**

CCI Bayonne Pays Basque
50-51 Allées Marines
BP 215
64100 BAYONNE
Tél : 05.59.46.59.05

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Marché de vérifications périodiques réglementaires des bâtiments de la CCI de Bayonne Pays Basque, de l'EESC ESTIA et de la Société Portuaire Port de Bayonne
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	3
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix définis par lot
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 – Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	6
5.2 - Durée du contrat	6
5.3 - Reconduction	7
6 - Prix.....	7
6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 - Paiement des cotraitants	9
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - Développement durable.....	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 - Vérifications	9
12.2 - Décision après vérification	10
13 - Pénalités.....	10
13.1 - Pénalités de retard.....	10
14 - Assurances.....	10
15 - Résiliation du contrat.....	10
15.1 - Conditions de résiliation.....	10
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
16 - Règlement des litiges et langues.....	11
17 - Dérogations.....	11
18 - Clauses techniques particulières pour tous les lots.....	11
18.1 – Descriptif des prestations.....	11
18.2- Nature des prestations.....	18
18-2.1 - Installations électriques	18
18-2.2 - Système de sécurité Incendie	19
18-2.3 - Appareils et accessoires de levage	19
18-2.4 - Ascenseurs et monte-charges	19
18-2.5 - Installations et équipements thermiques/fluides	20
18-2.6 - Conseils en prévention incendie.....	20
18-2.7- PSE 3-1 : points d'ancrage et lignes de vie.....	20
18-2.8- PSE 3-2 : contrôle ICPE DC	21
18-2.9 – Nota pour VRE : Vérification Réglementaire en Exploitation des ascenseurs	21

18-2.10 – Nota pour vérifications coupées navires.....	21
18.3 - Planifications des interventions	21
18-3.1- Périodicité des vérifications	21
18-3.2- Calendrier des visites	22
18.4 - Offre.....	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent le marché de vérifications périodiques réglementaires des bâtiments de la CCI de Bayonne Pays Basque, de l'EESC ESTIA et de la Société Portuaire Port de Bayonne.

Lieu(x) d'exécution :

Hôtel Consulaire, Centre Consulaire de Formation Bayonne, ESTIA 1, ESTIA 2, ESTIA Berri, Hôtel d'Entreprises Bidart, Compositadour, Olatu Leku, Addimadour, Turbolab et le Port de Bayonne.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
Lot 1	EESC ESTIA (ESTIA 1, ESTIA 2, ESTIA Berri, Hôtel d'entreprises, Compositadour, Addimadour, Turbolab et Olatu Leku)
Lot 2	Hôtel consulaire et Centre Consulaire de Formation / EMISA
Lot 3	Port de Bayonne

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (arrêté du 30 mars 2021)
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires suivantes : Plan de prévention annuel à signer pour chaque lot

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

L'ensemble des Données à Caractère Personnel est soumis au respect de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des Données à Caractère Personnel, incluant notamment :

- la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses éventuelles mises à jour ;
- le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données) ;
- le décret n° 2019-341 du 19 avril 2019 relatif à la mise en œuvre de traitements comportant l'usage du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques ou nécessitant la consultation de ce répertoire
- l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel ;
- le décret n°2019-536 du 29 mai 2019 ;
- le cas échéant, les textes adoptés au sein de l'Union européenne et les lois locales susceptibles de s'appliquer aux Données à Caractère Personnel traitées dans le cadre du marché n°[A compléter] ;
- les textes et décisions émanant d'autorités de contrôle, notamment de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

En ce sens, le présent marché requiert que le candidat remette la documentation de preuve de respect du RGPD et doit apporter en annexe à sa réponse les éléments suivants :

- Tout document détaillant les mesures techniques et organisationnelles de protection des données mises en œuvre dans le cadre du traitement décrit au présent marché ;
- Le Registre d'activités de Traitement du Sous-traitant ;
- Le Registre d'activité de Traitement du Sous-traitant pour tous les sous-traitants ultérieurs impliqués dans le traitement décrit au présent marché.

5 – Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 2 ans au maximum.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 03/11/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 31/10/2027.

5.2 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an, à compter du 03 novembre 2025, reconductible 1 fois pour une durée supplémentaire de 1 an.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

L'exécution des prestations ne pourra en aucun cas excéder le 31/10/2027.

Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, avec préavis de 3 mois avant la date d'échéance annuelle, signifié par lettre recommandée avec avis de réception postale.

5.3 - Reconduction

La période initiale du marché est d'une durée de 1 an, à compter du 03 novembre 2025. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de la période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 2 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Pour chaque lot, les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe financière n°2. Pour chaque lot, des prix unitaires devront également être fournis par le candidat dans l'annexe financière n°2 à l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables pendant la durée du contrat.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro **uniquement pour le lot n°2**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique CHORUS du lot n°2 :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) - deux factures distinctes :
 - Facture adressée à la CCI de Bayonne Pays Basque (Hôtel Consulaire) : SIRET 18640005700011
 - Facture adressée au Centre Consulaire de Formation : SIRET 18640005700078.

Pour les autres lots non concernés par CHORUS, les modalités de facturation sont les suivantes :

Pour le lot n°1 avec établissement de 3 factures distinctes :

- Une facture adressée à l'EESC ESTIA, SIRET 824 457 675 00059 pour ESTIA, ESTIA 2 et ESTIA Berri (définis distinctement)
- Une facture adressée à ESTIA Entreprendre, SIRET 824 457 675 00034 pour Hôtel d'entreprise Izarbel et Olatu Leku (définis distinctement)
- Une facture adressée à Compositadour, SIRET 824 457 675 00042 pour Addimadour, Turbolab et Compositadour (définis distinctement).

Pour le lot n°3 avec établissement d'une facture unique adressée à la Société Portuaire Port de Bayonne pour les trois zones portuaires – Service Comptabilité – 850, route de la Barre – 40220 TARNOS ou envoi par email à l'adresse : compta.fournisseurs@bayonne.port.fr

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Ces vérifications feront l'objet d'un compte rendu détaillé par site reprenant les points de non-conformités éventuels tant au niveau des matériels que de l'installation, les changements effectués ou à effectuer pour la visite suivante, les recommandations et conclusions. S'agissant des recommandations, il est précisé que le titulaire devra avoir une action corrective et préventive mais aussi un devoir de conseil.

Les éléments suivants nous seront adressés :

- Rapport de vérification/essais par voie électronique
- Signature du registre de sécurité du site concerné

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé

ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Pau est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

17 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12-1 déroge aux articles 27 et 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13-1 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

18 - Clauses techniques particulières pour tous les lots

18.1 – Descriptif des prestations

Le détail des équipements en place et concernés par ce marché sur les différents sites est donné par le tableau ci-dessous :

Lot n°1 : EESC ESTIA (ESTIA 1, ESTIA 2, Estia Berri, Hôtel d'entreprises, Compositadour, Addimadour, Turbolab et Olatu Leku)

	ESTIA 1	ESTIA 2	Hôtel d'entreprises
Informations sur site	ERP type R – 3 ^{ème} catégorie Sous-sol RDC 2 étages	ERP type R – 4 ^{ème} catégorie Sous-sol RDC 2 étages	1 sous-sol 1 RDC 1 étage
Installations électriques	Sources :1 Tableaux/armoires/coffrets : 25 Récepteurs : 316	Source : 1 Tableaux/armoires/coffrets : 6 Récepteurs : 200 1 éolienne 2 panneaux solaires	Ensemble des installations du bâtiment, à exception de la partie occupée et exploitée par l'entreprise Izarlink.
SSI	1 centrale d'alarme incendie équipée à 8 zones 6 détecteurs ioniques de fumée 1détecteur thermovélocimétrique 2 barrières optiques linéaires 32 déclencheurs manuels 6 indicateurs d'action 20 sirènes d'évacuation 1 commande déverrouillage issues de secours	1 centrale incendie 16 détecteurs de fumée 12 déclencheurs adressables 6 indicateurs d'action 10 sirènes d'évacuation 8 MEA 6 clapets coupe-feu 4 coffrets de relaiage ventilateur 4 ventilateurs de désenfumage 16 ventouses pour portes coupe-feu	1 centrale incendie Nugelec 5 déclencheur collectif Nugelec 7 sirènes d'évacuation nugelec
Appareils de levage			
Ascenseurs et monte charges	1 ascenseur	1 ascenseur	1 ascenseur
Installations et équipements thermiques/fluides	-1 GTC - 2 installations centralisées de chauffage et production d'eau chaude sanitaire à combustion (P = 220 kW chaque chaudière) 9 CTA (4VMC et traitements) 92 ventilos convecteurs - Réseaux de distribution des combustibles gazeux -1 Groupe froid 662Kw - 1 installation de climatisation réversible en salle des serveurs et brassage indépendant	Installation thermique réversible pour l'ensemble du bâtiment.	7 groupe extérieur de climatisation 2 armoires électriques CVC 96 cassettes
Station hydrogène		Un module de production, stockage et distribution d'hydrogène. La station comporte : Module de production et compression Hydrogène (Capacité de production H2=1kg/jour : compression max : 450 Bars) Module Stockage et Distribution Électrique Onduleur Victron 5kVA Batterie LFP 5,3kWh Pile à combustible 2,5kW Module Stockage et Ravitaillement H2	

Photovoltaïque		120PV/236m2/400Wc unitaire	
Recherche légionelles dans les installations d'eau chaude sanitaire	8 réseaux d'eau RDC : 1 de 15l ascenseur 1 de 200l douche 1 de 15l sanitaire CRL 1 de 30l sanitaire (salle reprographie). R+1 : 1 de 20l sanitaire coté placard 1 de 20l sanitaire coté ascenseur R+2 : 1 de 15l sanitaire est 1 de 15l sanitaire ouest	4 reseaux d'eau : Sous-sol : 2 ballons 50l RDC : 1 ballon de 50l R+2 : 1 ballon de 15l	

	Olatu leku	Compositadour
Informations sur site	ERP type WN – 3ème catégorie (YR ANNEXE) Sous-sol/RDJ/1 étage/Terrasse	1 RdC R+1
Installations électriques	Sources : 1 Tableaux/armoires/coffrets : sur site Récepteurs : sur site	<u>Local Haute Tension :</u> <u>(x1) Transformateur HT 800 KVA Schneider Electric</u> <u>(x1) Cellule Schneider Electric RM6</u> <u>(x1) TGBT</u> <u>(x1) Batterie de Condensateurs : ALPIMATIC type SAH</u> <u>(x10) Tableaux divisionnaires</u> <u>(x15) Coffrets prises</u>
SSI	1 centrale d'alarme incendie détecteurs ioniques de fumée Déclencheurs manuels Sirènes d'évacuation Indicateurs d'action sur site	(x1) centrale incendie : Siemens FC2020 + AES48-4B-S (x9) déclencheurs manuels. (x83) détecteurs de fumée. (x3) Skydome de désenfumage (x2) Report GTB/GTC (x6) Diffuseurs sonores (x3) Diffuseurs sonores et lumineux
Alarme Technique		Système d'alarmes techniques SAT Nugelec
Ascenseurs et monte charges	1 ascenseur	- 1 chariot élévateur électrique Doosan : 1,8T - 2 ponts roulants 5T - Élingues synthétiques – -Manilles
Installations et équipements thermiques/fluides	- 1 installation de climatisation réversible - cumulus eau chaude	Chauffage gaz : (x8) Radiant gaz : 20 KW -23KW Climatisation - Ventilation : (x16) climatisations réversibles (x2) centrale double flux (x2) CTA ETT (x1) Une armoire de traitemen d'air (T°/HR) (x5) VMC simple flux (x1) Mur d'aspiration (x3) Extracteur atelier

		Production d'eau chaude sanitaire : système solaire combiné Production Air : Compresseur MAUGUIERE 37 KW + sécheur. Pompe à vide Becker. Pompe à vide (-0,9 Bar)
Installation frigorifiques		Chambre froide (-20°)
Equipements sous pression		(x1) Autoclave de polymérisation (450° -12 Bar) (x1) Presse Centrale azote : 2 cadres d'azote (32 emb) à 200 Bar + détendeur 13 Bar.
Ligne de vie et point d'ancrage	3 lignes de vie Lux Top 1 ligne 17 m dessus restaurant 1 ligne 20m dessus de l'accueil 1 ligne 115m périphérie bâtiment 18 points d'ancrage	
Recherche légionelles dans les installations d'eau chaude sanitaire	6 réseaux d'eau 3 Ballons au RDC (dont 1 à la cafétéria) 2 ballons au R+1 1 ballon 300l (HS)	

	ESTIA BERRI	Addimadour	Turbolab
Informations sur site	ERP de 3ème catégorie de type R, L Sous-sol (garage voitures), RDJ, RDC et R+1 avec terrasse.	RDC R+1	Rez de Bassin R+1 Bassin
Installations électriques	Sources : 1 Tableaux/armoires/coffrets : TGBT R-1, 13 armoires (4 rdj, 6rdc, 1 amphi 300, 1 R+1, 1 TD onduleur). Récepteurs : sur place	(x1) TGBT atelier (x4) Tableaux divisionnaires	Local Haute Tension : (x1) Transformateur (x1) Cellule TGBT Bassin - Local Banc d'essai TD1 Rez-de-Bassin - Armoire salle de contrôle TD2 - Local banc d'essai TD3 R+1 Bassin - Armoire bureaux (x6) Coffrets prises
SSI	1 centrale d'alarme incendie FC2020. Catégorie A Type 1. 50 détecteurs optiques FDO221 (11 au parking). 12 déclencheurs manuels. 34 sirènes -avertisseurs (16 sirènes avec flashes, 15 sirènes et 3 sirènes avec message enregistré). 13 commandes exutoire de désenfumage 1 commande ouvrant en façade. 1 commande arrêt ventilation/VMC 2 commandes coupure sonorisation.	Centrale incendie : Nugelec NUG 31218 (x4) déclencheurs manuels. (x2) Skydome de désenfumage atelier (Cde chez Tekniaéro) (x1) Skydome de désenfumage bureaux (Cde espace commun) (x1) Diffuseurs sonores (x2) Eclairage de secours	Centrale de détection hydrogène

	1 commande éclairage normal. 3 commandes porte automatique.		
Appareils de levage	Transpalette électrique : Noblelift. Capacité 1 500 kg. Moteur de traction 0.65 KW		(x1) Pont roulant 630 Kg - Élingues - Manilles
Ascenseurs et monte charges	1 ascenseur		
Installations équipements thermiques/fluides	1 installation CVC. 2 pacs réversible. 4 CTA. 33 ventilos convecteurs Climatisation indépendante pour le local serveur.	-Chauffage gaz Climatisation - Ventilation Production d'eau chaude sanitaire Production Air/Vide : Compresseur d'air (8 Bar) + réservoir + sécheur Réseaux de distribution : (aluminium) >> Argon + air comprimé (acier) >> Eau chaude aérotherme (cuivre/PER) >> Eau chaude sanitaire	Installation groupe d'eau glacée Installation compresseur d'air Centrales traitement d'air double flux Radiants électrique – Chauffage Pompe à chaleur / Unités intérieures - Chauffage / Rafraichissement
Equipements sous pression		Centrale argon : (x2) cadres d'azote (32 emb) à 200 Bar+ détenteur 10Bar.	Centrale Hydrogène (x4) Cadres d'hydrogène (18 emb) à 200 Bar + détenteur 40 Bar + détenteur 10 Bar
Installation Hydrocarbure (Kérosène)			(x2) Cuve double paroi : 3000L + 1000L
Photovoltaïque	314 PV / 600m ² / 127 kWc Local batterie. Type transformateur : BT/BT Marque : LE COSINUS Numéro : Z897220505001 Année : 2022 • Primaire Puissance : 105 kVA Tension : 400 V Irp : 151,55 A		
Recherche légionelles dans les installations d'eau chaude sanitaire	7 réseaux d'eau RDJ : 1 de 30l sanitaire privé 1 de 30l local ménage 1 de 150l sanitaires RDC : 1 de 200L sanitaires 1 de 30l au Crous R+1 : 1 de 30l salle conseil 1 de 30l sanitaire		

Lot n°2 : Hôtel Consulaire et Centre Consulaire de Formation / EMISA

	Hôtel Consulaire	CCF
Informations sur site	ERP Type LW 3 ^{ème} catégorie Sous-sol (Parking/archives/logement) RDC + 1 auditorium 4 étages Parkings Privatifs Extérieurs	ERP Type R et L de 3 ^{ème} catégorie Sous-sol (parking) RDC 2 étages Chaufferie / local ventilation
Installations électriques	1 local Haute Tension → sous-sol 1 Local TGBT → sous-sol Tableaux et coffrets CCI = 14 unités de tableaux divisionnaires Tableaux et coffrets locataires : FR3, EITB, Action logement + logement = 4 unités de tableaux divisionnaires Tableaux extérieurs = 1 dédié parkings (bornes et barrières) + 1 dédié aux bornes de recharge pour VAE 5 barrières automatiques 8 bornes de recharge pour VAE	1 Local TGBT → sous-sol Armoires/coffrets : 14
SSI	Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A avec alarme de type 1. 1 centrale d'alarme incendie de marque CHUBB 1 tableau de report à l'accueil 42 détecteurs automatiques 20 déclencheurs manuels 16 portes coupe-feu double vantail et 1 simple vantail Des diffuseurs d'alarme sonore et visuel dans les sanitaires et dans l'ensemble des zones	Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A avec alarme de type 1. 1 centrale d'alarme incendie de marque CHUBB 30 détecteurs automatiques 14 indicateurs d'actions 1 détecteur thermovélocimétrique 1 détecteur linéaire 17 déclencheurs manuels 8 portes coupe-feu
Appareils de levage	Sans objet	Sans objet
Ascenseurs et monte charges	2 ascenseurs 1 monte-charge 1 élévateur pour personne mobilité réduite extérieur 1 élévateur pour personne mobilité réduite intérieur	1 ascenseur
Installations et équipements thermiques/fluides	- 2 installations centralisées de chauffage (P = 387 kW chaque chaudière) et leurs pompes et panoplies - 1 ballon thermodynamique de production d'ECS - Réseaux de distribution des combustibles gazeux	- 1 installation centralisée de chauffage et production d'eau chaude sanitaire à combustion (P = 403 kW) - Réseaux de distribution des combustibles gazeux
Ligne de vie et point d'ancrage	Pourtour du bâtiment + étage + 1 crinoline	Pourtour du bâtiment/étage + 1 crinoline

Lot n°3 : Port de Bayonne

	Zone Tarnos	Zone St Bernard	Zone Blancpignon
Informations sur site	Bureaux et ateliers	Hangar St Gobain	Quai Edmond Foy
	Anciens bureaux	Atelier et magasin général St Bernard	Atelier
	3 grues	1 grue	Local pompes forme radoub
		1 pelle hydraulique	Atelier « cordages » et local stockage
			Magasin général Blancpignon
			Local incendie
			Hangars J et F
			2 grues
			Atelier et bureau remorqueur
Installations électriques	1 local Haute Tension et 4 sources réparties sur 3 grues	2 locaux Haute Tension et 1 source sur 1 grue	2 locaux Haute Tension et 2 sources sur 2 grues
	Armoires et installations dans bâtiments et outillages ci-dessus	Armoires et installations dans bâtiments et outillages ci-dessus	Armoires et installations dans bâtiments et outillages ci-dessus
	Installations électriques 2 passages à niveau	Installations électriques d'1 passage à niveau	Installations électriques de 7 passages à niveau
		Armoires d'alimentation bord a quai combitower edmond foy+gommès	
SSI			Centrale incendie : CMSI (UGA, UCMC, US)+DCT(DAS, 20 DS)
	Etude SSI GR14		12 détecteurs de fumée linéaires centrale siemens + 10 cameras sur FC2020
Appareils de levage	1 grue portuaire sur rails LIEBHERR / charge 124 t / portée 48 m / 4 câbles		1 grue portuaire sur rails LIEBHERR / charge 60 t / portée 48 m / 4 câbles
	1 grue portuaire sur rails TEREX / charge 40 t / portée 34 m / 4 câbles	1 grue portuaire sur rails Reggiane / charge 40 t à 31,25 m, 60 t à 22 m et 80 t à 16 m / 2 câbles	1 grue portuaire sur rails Duro / charge 10 t à 30 m, 15 t à 20 m et 20 t à 15 m / 4 câbles
	1 grue portuaire sur rails Duro / charge 10 t à 30 m,	1 pelle hydraulique Mantsinen 9.5t à 16m.	

	15 t à 20 m et 20 t à 15 m / 4 câbles		
	1 grue auxiliaire sur camion / charge 1,9 t		2 ponts roulants / charge 6,3 t
	1 hayon auxiliaire sur camion / charge 750kg	1 palan sur potence / charge 1 t	1 pont roulant / charge 12,5 t
	4 palans sur rails / charge 1t_ 1t _ 1t _ 1.8t	1 palan à bras sur monorail / charge 1,5 t	Chariot élévateur NISSAN 3t
	1 palan à bras sur monorail / charge 1,5 t 1 palan à bras sur poutre / charge 1 t GR15 1 palan électrique atelier 1t.	Appareils à bras et accessoires (élingues, palans, vérins hydrauliques, tirefort...)	Appareils à bras et accessoires (élingues, palans, vérins hydrauliques, tirefort...)
	Appareils à bras et accessoires (élingues, vérins hydrauliques, tirefort, manilles, anneau...)	Outillages de grues (crochet, bennes, aimant, spreader ...)	Outillages de grues (crochet, bennes...) A DETAILLER
	Outillages de grues (crochet, bennes, aimant, ...) A DETAILLER		1 hayon auxiliaire sur camion / charge 750kg
Installations et équipements thermiques/fluides	Motopompe immergée 1250 m3/h	Motopompe 180 m3/h magasin général	
Coupées	1 coupée de 9m		5 coupées (4,2m+4,2m + 8m + 10m +12m)
Lignes de vie	1 sur GR13, 2 échelles de secours sur GR15		1 sur GR11 + Forme de Radoub

18.2- Nature des prestations

Les prestations seront effectuées conformément aux normes et réglementations en vigueur.

Les entreprises retenues seront soumises à un plan de prévention annuel avant le début de la prestation sur le site concerné. Une visite préalable sera organisée pour la réalisation de ce plan de prévention.

Les prestations devront être réalisées pendant les horaires d'ouverture du service concerné.

Pour chacun des lots, le contenu des vérifications est le suivant :

18-2.1 - Installations électriques

Le contenu des vérifications/examens/mesures est décrit par la réglementation et porte notamment sur :

- Les conditions générales d'installation et le maintien en état des équipements
- Les conditions de protection contre les risques de contacts directs
- Les conditions de protection contre les risques de contacts indirects

- Les conditions de protection contre les risques de brûlures, incendie et explosion.

Pour les installations du domaine haute tension, la vérification comprend en plus l'examen de l'état général des locaux et matériels, et l'examen du matériel et éclairage de sécurité.

Pour les installations électriques des ERP, la vérification comprend en plus l'examen des conditions particulières propres à ces établissements en vue d'assurer la protection du public contre les risques d'incendie et de panique.

Remise du certificat Q18 et Q19 après chaque vérification (annuelle, bisannuelle voire Q19 en prestation supplémentaire éventuelle aux lots n°2 et n°3).

Pour le Port de Bayonne, la vérification des grues GR15 & GR21 seront réalisées à titre informatif et ne donneront pas lieu à un Q18. Ces équipements sont certifiés CE et ne sont pas compatibles avec ces examens.

18-2.2 - Système de sécurité Incendie

Le contenu des vérifications triennales est décrit par la réglementation et comprend notamment :

- L'examen de l'adéquation du dossier d'identité aux exigences de sécurité applicables à l'ERP
- L'examen de la conformité du SSI au dossier d'identité
- L'examen de l'enregistrement des actions de maintenance
- L'examen des conditions d'exploitation
- La réalisation d'essais de fonctionnement d'équipements par zone de détection, désenfumage, compartimentage et alarme.

18-2.3 - Appareils et accessoires de levage

Grues portuaires, pelle hydraulique, ponts roulants, grues auxiliaires, palans, chariots de manutention, élingues, manilles accessoires, hayon embarqué...

Le contenu des vérifications est décrit par la réglementation et comprend notamment :

- Un examen de l'état de conservation,
- Un suivi d'essais de fonctionnement,
- La réalisation d'épreuves statiques et dynamiques avec les charges appropriées.
- Contrôle de serrage des boulons d'assemblage de couronne d'orientation et accessoires sur grues à partie tournante (GR14 / GR31 / potence GR31 / Pelle Mantsinen) échantillonnés sur 20% des boulons selon prescriptions fabricant.
- Mesures des jeux de renversement des couronnes d'orientation à réaliser pendant les essais de charge

Les éléments à vérifier sont pour la plupart munis de plaques d'identification qui permettront la traçabilité des VGP. Une vignette d'attestation de vérification sera apposée sur l'équipement par le titulaire du marché, dans la mesure du possible.

Les accessoires sans identification seront marqués annuellement avec un marquage peinture au code couleur de l'année identifiée par le code IMO. Cette opération sera réalisée par l'agent CCIBPB accompagnant le titulaire du marché.

18-2.4 - Ascenseurs et monte-charges

Au regard des dispositions normatives et réglementaires, la vérification comporte l'examen de l'état de conservation et la vérification du fonctionnement des éléments suivants :

- Dispositifs de verrouillage,
- Câbles, suspentes et poulies,

- Freins,
- Eclairage,
- Dispositif de demande de secours,
- Manœuvre de dépannage,
- Réouverture des portes automatiques en cas de heurt.

Elle concerne principalement le local machineries, le dessous et le toit de la cabine, la gaine, la cabine, la cuvette et les portes palières.

Pour les essais à vide du parachute et limiteur de vitesse, le bureau de contrôle devra être accompagné par le titulaire du contrat d'entretien des installations.

18-2.5 - Installations et équipements thermiques/fluides

Cette vérification a pour objectifs de s'assurer :

- de l'état apparent d'entretien et de maintenance des installations et appareils
- des conditions de ventilation des locaux contenant les appareils à combustion
- des conditions d'évacuation des produits de la combustion
- du fonctionnement des clapets coupe-feu sur les circuits aérauliques
- de la signalisation des dispositifs de sécurité
- de la manœuvre des organes de coupure d'alimentation en combustible
- du fonctionnement des dispositifs asservissant l'alimentation en combustible à un système de sécurité
- du réglage des détendeurs de gaz
- de l'étanchéité des canalisations d'alimentation en combustibles (liquides ou gazeux).

18-2.6 - Conseils en prévention incendie

Cette prestation biennale a pour objectifs de :

- Réaliser une analyse des risques et conditions de protection des établissements visités
- Identifier les mesures destinées à améliorer les conditions de sécurité
- Identifier les améliorations/dégradations des conditions de sécurité des bâtiments.

18-2.7- PSE 3-1 : points d'ancrage et lignes de vie

La prestation a pour objet la vérification des systèmes d'ancrages destinés à recevoir des EPI contre les chutes de hauteur. L'examen visuel annuel étant assuré en interne, la prestation comprend un examen visuel et les essais statiques et dynamiques des systèmes d'ancrage et des ancrs structurelles en place. Les systèmes en place répondent à la norme EN 795 et les essais doivent donc répondre aux essais statiques à 500 DaN durant 15 secondes.

Pour chacun des lots, des rapports seront établis par site pour chaque lot et transmis sur support informatique (en format pdf sur CD) dans un délai de **1 mois maximum après l'intervention**. Les factures ne seront réglées qu'après réception de ces rapports.

Le non-respect de ce délai de remise des rapports pourra être une cause de résiliation du contrat.

Ces rapports comprennent :

- Un rappel de la mission confiée au vérificateur,
- Les observations, constatations et résultats d'essais effectués par le vérificateur,
- La localisation des points sur lesquels les installations s'écartent des prescriptions réglementaires,
- Des propositions de modifications à effectuer pour y remédier et maintenir les installations en sécurité,

- Le degré d'urgence des opérations à réaliser.

La date d'intervention, les anomalies constatées et la signature du technicien ayant réalisé la prestation seront portées dans les registres de sécurité.

18-2.8- PSE 3-2 : contrôle ICPE DC

Contrôle du hangar Saint-Bernard à Bayonne, soumis à déclaration avec contrôle ICPE sous les rubriques 1510&1530 :

- Présence du dossier de déclaration ;
- Présence du récépissé de la déclaration et des prescriptions générales ;
- Vérification du volume des bâtiments couverts relevant de la rubrique 1510 au regard du volume déclaré ;
- Vérification que le volume des bâtiments couverts relevant de la rubrique 1510 est inférieur au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, lorsqu'il y en a ;
- Présence de l'étude de flux thermique, le cas échéant (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

18-2.9 – Nota pour VRE : Vérification Réglementaire en Exploitation des ascenseurs

Vérification quinquennale à la charge de l'exploitant sur la base de l'article GE8 du règlement de sécurité portant sur les seules dispositions de protection contre l'incendie.

18-2.10 – Nota pour vérifications coupées navires

Lorsqu'un planchon de coupée est disposé, il est construit conformément à une norme nationale ou internationale reconnue et comporte le nom du fabricant, le numéro de modèle, l'angle d'utilisation maximal prévu et la charge maximale recommandée (par nombre de personnes ou par poids total). Des protections latérales ou des rambardes sont prévues. Toutefois, une coupée dont la conformité aux normes reconnues ne peut être établie peut-être approuvée par l'autorité compétente. Dans ce cas, un certificat d'épreuve en charge du fabricant est fourni par l'armateur, ou bien des essais pratiques peuvent être menés. Dans tous les cas, l'angle maximal de mise en œuvre, le nombre maximal de personnes et le poids total maximal sont clairement marqués

Inspection visuelle du platelage.

18.3 - Planifications des interventions

18-3.1- Périodicité des vérifications

	Périodicité
Installations électriques	Annuelle
SSI	Triennale

Appareils levage	Annuelle pour grues portuaires / palans / ponts roulants / élingues / palonnier/accessoires/ lignes de vie/coupées Semestrielle pour grue auxiliaire / portique manutention / chariots élévateurs / appareils de levage mus à force humaine non conçus pour lever des personnes
Ascenseurs et monte-charge	Annuelle et quinquennale ERP
Installations et équipements thermiques/fluides	Annuelle
Conseils en prévention incendie	Biennale
Contrôle ICPE	Décennale
Thermographie	Bisannuelle

18-3.2- Calendrier des visites

Le calendrier des visites par site est le suivant :

	Lot 1 (ESTIA 1, ESTIA 2, ESTIA Berri, Hôtel d'entreprises, Compositadour, Addimadour, Turbolab et Olatu Leku)	Lot 2 (HC et CCF/ EMISA)	Lot 3 (Port Bayonne)
Installations électriques	Juillet	Décembre	Octobre
SSI	Janvier	Février	
Appareils levage	Mars		Juin (et décembre pour visites semestrielles)

Ascenseurs et monte-charge	Mars	Mai (et novembre pour visites semestrielles)	
Installations et équipements thermiques/fluides	Novembre	Janvier	
Conseils en prévention incendie (2025 / 2028)	Février	Janvier	Février

Quinze jours au plus tard avant la visite, une date définitive est fixée avec l'interlocuteur de chaque site de la CCI BPB afin d'organiser l'accès aux équipements concernés par le marché sur les différents sites.

Le non-respect de ce calendrier pourra être une cause de résiliation du contrat.

18.4 - Offre

L'offre devra mentionner le prix HT (en €) de la prestation pour chacune des composantes du marché. Elle sera formalisée dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Fait le :

A

Signature du candidat habilité